ANALYSE BUDGÉTAIRE

Alberta : mise à jour budgétaire de mi-exercice 2026-2027

Le pétrole brut renverse la donne

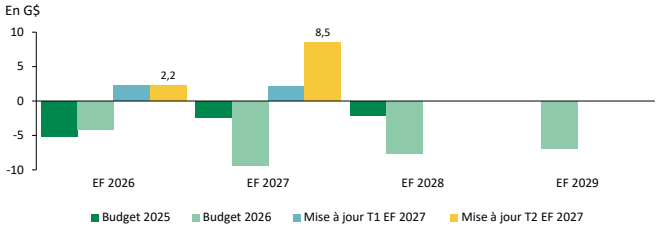
Par Laura Gu, économiste senior, et Kari Norman, économiste senior

La mise à jour du deuxième trimestre de l'Alberta confirme le redressement largement anticipé des finances publiques sous l'effet du pétrole. La province prévoit maintenant un excédent de 8,5 G$ pour l'exercice 2026-2027, soit un revirement de 17,9 G$ par rapport au déficit de 9,4 G$ prévu dans le budget de 2026 et une amélioration de 6,4 G$ depuis le premier trimestre (graphique 1). Cet excédent réduit considérablement le fardeau de la dette. L'amélioration des perspectives budgétaires ramène la dette nette projetée à 5,1 % du PIB, comparativement à 9,2 % au moment du budget (graphique 2), ce qui permet à l'Alberta d'afficher, et de loin, le plus faible ratio de la dette nette sur le PIB parmi les provinces.

Graphique 1

La hausse des prix du pétrole transforme la prévision du déficit de l'Alberta en excédent

Projections du solde budgétaire de l'Alberta

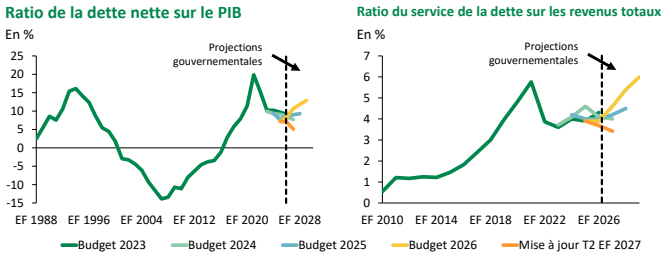


EF : exercice financier

Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

Graphique 2

L'excédent de l'Alberta enlève la pression sur les indicateurs de dette



EF : exercice financier

Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

La hausse des prix du pétrole explique l'essentiel de ce revirement. Les revenus totaux devraient maintenant dépasser de 18,5 G$ les prévisions budgétaires, dont 15,4 G$ sont attribuables aux revenus tirés des ressources non renouvelables. À elles seules, les redevances sur le bitume ont été relevées de 12,7 G$, la hausse des prix de référence et la faiblesse du dollar canadien ayant plus que compensé l'élargissement de l'écart de prix du pétrole lourd. Les gains ne se limitent pas aux redevances : la hausse des bénéfices dans le secteur de l'énergie a contribué à relever de 1,1 G$ les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés, tandis que l'amélioration des résultats de la raffinerie Sturgeon, attribuable à la hausse des prix des produits, explique l'essentiel de l'augmentation de 1,1 G$ du bénéfice net des entreprises publiques. L'allègement de la taxe sur les carburants a retranché environ 0,5 G$ à ces gains.

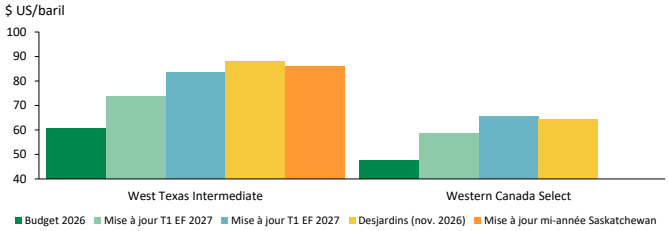
L'hypothèse concernant le WTI (*West Texas Intermediate*) semble moins prudente qu'à l'habitude, mais demeure bien étayée. Le WTI devra s'établir en moyenne à environ 70,50 $ US le baril jusqu'en mars 2027 pour que l'hypothèse de 83,50 $ US le baril retenue par la province pour l'ensemble de l'exercice se réalise. L'écart de prix entre le pétrole léger et le pétrole lourd de 17,80 $ US le baril prévu pour l'ensemble de l'exercice suppose toutefois qu'il se rétrécira à environ 17,70 $ US le baril au cours des mois restants. Cet écart dépasse 20 $ US le baril depuis la fin de septembre, en raison de la disponibilité limitée des pétroliers, de l'accroissement des volumes de pétrole lourd vénézuélien acheminés vers la côte américaine du golfe du Mexique et des arrêts de raffineries dans le Midwest américain. Dans l'ensemble, les perspectives de prix du pétrole de l'Alberta correspondent généralement à notre scénario de référence et sont plus prudentes que les hypothèses retenues par la Saskatchewan dans sa mise à jour de mi-exercice (graphique 3 à la page 2).

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 3

Les perspectives du prix du pétrole en Alberta semblent bien ancrées, mais le brut lourd présente un risque à la baisse

Prévisions des prix du pétrole pour l'exercice financier 2026-2027



EF : exercice financier

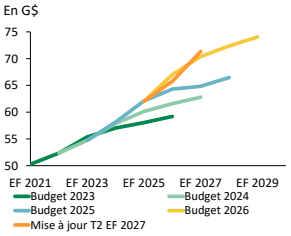
Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

La mise à jour prévoit peu de nouvelles dépenses, mais le budget du printemps avait déjà relevé considérablement les dépenses de programmes. Les dépenses avant la réserve pour éventualités sont supérieures de 1,6 G$ aux prévisions budgétaires, principalement en raison de l'augmentation des frais de gestion de l'Alberta Investment Management Corporation. La hausse des subventions en capital et l'aide de 434 M$ destinée aux catastrophes et aux situations d'urgence expliquent le reste de l'augmentation, laquelle est partiellement compensée par une diminution des frais de la dette. Un prélèvement de 910 M$ sur la réserve pour éventualités limite à environ 650 M$ l'augmentation des dépenses totales et laisse 1,1 G$ non affecté. La croissance des dépenses de fonctionnement devrait s'accélérer pour atteindre 8,5 %, comparativement à 6,1 % l'an dernier, ce qui réduira l'écart entre les dépenses par habitant de l'Alberta et la moyenne du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique (graphique 4).

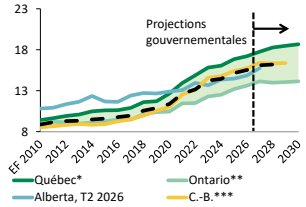
Graphique 4

L'Alberta réduit l'écart de dépenses par personne mais demeure en dessous de la moyenne par pairs

Dépenses d'exploitation de l'Alberta



Dépenses de programme par personne



* Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec; ** Énoncé économique de l'automne 2026 de l'Ontario. Mise à jour du premier trimestre 2026 de la Colombie-Britannique.

Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 1

Prévisions budgétaires et économiques révisées de l'Alberta

$M (SAUF INDICATION CONTRAIRE)	2025-2026		2026-2027		
	Bud. 2026	**Réalisé**	**Bud. 2026**	**T1 2026**	**T2 2026**
Revenus totaux	75 292	79 750	74 550	86 279	93 123
Variation en %	*-8,7*	*-3,3*	*-1,0*	*8,2*	*16,8*
Redevances sur le bitume et le pétrole brut	14 986	16 500	11 808	21 118	26 303
Variation en %	*-25,8*	*-18,3*	*-21,2*	*28,0*	*59,4*
Dépenses totales*	79 426	77 541	81 922	82 718	83 567
Variation en %	*7,1*	*4,6*	*3,1*	*6,7*	*7,8*
Dépenses de fonctionnement	67 016	65 776	70 398	71 034	71 342
Variation en %	*8,0*	*6,0*	*5,0*	*8,0*	*8,5*
Frais liés à la dette	2 922	2 938	3 407	3 182	3 183
En '% des revenus totaux	*3,9*	*3,7*	*4,6*	*3,7*	*3,4*
Éventualités	0	0	2 000	1 520	1 090
Solde budgétaire	**-4 134**	**2 209**	**-9 372**	**2 041**	**8 467**
Dette nette (en % du PIB)	*8,3*	*7,0*	*10,5*	*7,7*	*5,1*
Plan d'investissement de l'Alberta	8 687	7 837	9 969	10 687	10 589
PIB réel (var. en %)	*1,8*	*2,5*	*2,3*	*2,5*	*2,6*
PIB nominal (var. en %)	*1,9*	*1,8*	*6,0*	*1,6*	*-0,3*
Population (var. en %)	*1,1*	*2,5*	*1,1*	*1,4*	*1,5*
Inflation mesurée par l'IPC de l'Alberta (var. en %)	*2,1*	*2,0*	*2,1*	*2,1*	*2,2*

EF : exercice financier; Bud. : budget; IPC : indice des prix à la consommation; * Excluant les réserves; ** Total des exigences d'emprunt pour l'exercice financier 2025-2026 ont été publiés pour la dernière fois dans le budget 2025.

Conseil du Trésor et des Finances de l'Alberta et Desjardins, Études économiques

L'Alberta a relevé ses prévisions de croissance réelle, alors que les investissements des entreprises à l'extérieur du secteur pétrolier et gazier devraient jouer un rôle plus important. La mise à jour prévoit maintenant une croissance du PIB réel de 2,6 % tant en 2026 qu'en 2027, contre respectivement 1,8 % et 2,3 % dans le budget de 2026. Le PIB nominal devrait désormais bondir de 11,3 % en 2026, avant de reculer de 0,3 % en 2027 avec la détente des prix du pétrole. Ces perspectives concordent généralement avec celles de notre plus récente analyse des perspectives provinciales. La production pétrolière devrait continuer de soutenir la croissance : la production conventionnelle atteint un sommet historique, la production des sables bitumineux se dirige vers un nouveau record annuel et la capacité additionnelle des oléoducs devrait favoriser la production et les exportations en 2027. Les investissements des entreprises devraient contribuer davantage à la croissance, particulièrement à l'extérieur de l'extraction pétrolière et gazière. La province s'attend à ce que les investissements des entreprises hors secteur énergétique progressent de 9,8 % cette année et de 14 % l'an prochain, soit plus rapidement que les investissements dans le secteur pétrolier et gazier. Les infrastructures liées à l'intelligence artificielle constituent une composante importante de cette tendance. La construction du centre de données de Meta, un investissement de 13 G$, a débuté cette année, plaçant l'Alberta à l'avant-plan de la vague d'investissements dans l'intelligence artificielle au Canada.

Le plan d'immobilisations est presque inchangé. L'Alberta prévoit maintenant consacrer 10,6 G$ à son plan d'immobilisations pour l'exercice 2026-2027, soit 620 M$ de plus que dans le budget de 2026, mais 98 M$ de moins qu'au premier trimestre. La hausse des subventions en capital représente 487 M$ de l'augmentation par rapport au budget, dont 267 M$ pour l'Alberta Carbon Capture Incentive Program.

Le Heritage Fund bénéficie également d'un apport important. L'excédent appréciable laisse 3,9 G$ de liquidités disponibles aux fins d'affectation, qui seront réparties à peu près également entre le Heritage Fund et l'Alberta Fund. Les montants définitifs seront déterminés en juin 2027. L'actif du Heritage Fund devrait atteindre 36,2 G$ d'ici mars 2027, soit 6,2 G$ de plus qu'un an auparavant.

Les besoins d'emprunt ont augmenté depuis le premier trimestre, mais demeurent nettement inférieurs aux prévisions budgétaires. Selon la mise à jour du deuxième trimestre, les besoins d'emprunt totaux de l'Alberta pour 2026-2027 s'établissent à 7,8 G$, soit 1 G$ de plus que les 6,8 G$ prévus au premier trimestre, mais bien en deçà des 20,9 G$ prévus dans le budget. La province empruntera à l'avance 4,1 G$ afin de couvrir de futurs besoins liés à la dette, un montant qui pourrait être ajusté en fonction des prévisions de redevances. L'Alberta a réalisé environ 45 % de son programme d'emprunt pour l'exercice, ce qui laisse 4,3 G$ à lever.

Les revenus exceptionnels dont bénéficie l'Alberta reposent sur des hypothèses réalistes concernant les prix du pétrole. Par ailleurs, la mise à jour prévoit peu de nouvelles dépenses tout en réduisant fortement le programme d'emprunt. Cette combinaison devrait être bien accueillie par les marchés et les agences de notation. Les finances de la province demeurent néanmoins très sensibles aux prix du pétrole : chaque variation de 1 $ US le baril du WTI entraîne une variation de 680 M$ CA des revenus provinciaux.